

Comment les géants de la tech facilitent et profitent de l'avancée de l'extrême droite dans le monde

Au cours des vingt-cinq dernières années, l'état de la démocratie [s'est considérablement dégradé](#) à l'échelle mondiale, tandis que l'extrême droite et l'autoritarisme gagnent rapidement du terrain à travers le monde. Dans le même temps, les géants de la tech (Big Tech) ont bâti des modèles économiques qui prospèrent grâce à la désinformation, au sectarisme, à l'indignation, au vol de données et de la propriété intellectuelle, ainsi qu'à la vente d'outils de surveillance de masse.

Dans cette note, nous expliquons comment ces modèles économiques ont fourni aux mouvements d'extrême droite une boîte à outils idéale pour atteindre leurs objectifs. Nous montrons également comment certaines [tendances idéologiques](#) issues de la Silicon Valley se rapprochent du pouvoir et font cause commune avec l'administration Trump et l'extrême droite. En conclusion, nous présentons des pistes d'action pour la philanthropie afin de mobiliser les capitaux nécessaires pour être à la hauteur de cette menace.

Les Big Tech profitent de la haine et de la désinformation

Des plateformes comme YouTube, X, Facebook et TikTok utilisent toutes des algorithmes fondés sur l'« engagement ». Leur objectif est simple : proposer aux utilisateurs des contenus qui les incitent à regarder, cliquer, faire défiler et rester scotchés, afin de pouvoir vendre plus de publicité. La publicité représente 98 % des [revenus](#) de Meta ; même des entreprises plus diversifiées comme Google tirent 72 % de leurs [revenus](#) de cette source.

Les [algorithmes ont appris](#) que les contenus qui suscitent la peur, la colère et l'indignation sont ceux qui maintiennent le plus les utilisateurs en ligne. En conséquence, les réseaux sociaux sont addictifs et nuisibles pour [les enfants et les jeunes](#), mais ils amplifient aussi des récits haineux fondés sur des contenus [racistes](#), [homophobes](#) et [misogyne](#)s, ainsi que des contenus issus de partis politiques d'extrême droite, en les recommandant au plus grand nombre d'utilisateurs possible.

Des enquêtes menées par Global Witness montrent que, lors d'élections récentes en [Pologne](#), en [Allemagne](#) et en [Roumanie](#), TikTok et X ont proposé aux utilisateurs davantage de contenus provenant de partis d'extrême droite (comme l'AfD) que de tout autre candidat. Même les [études internes de Twitter](#) indiquent qu'avant le rachat par Elon Musk, les tweets publiés par des comptes de la droite politique bénéficiaient d'une amplification algorithmique plus importante que ceux de la gauche.

Les plateformes de réseaux sociaux monétisent également la désinformation et les contenus clivants. Des enquêtes journalistiques ont révélé comment, au Sri Lanka, des [influenceurs](#) géraient des pages Facebook diffusant à un public britannique des contenus racistes, anti-migrants et faux, générés par l'IA, à des fins commerciales. La viralité de ces contenus leur permettant de générer des revenus.

Les réseaux sociaux sont aussi instrumentalisés par des régimes autoritaires et des acteurs non étatiques pour perturber les systèmes politiques et les élections d'autres pays. Des États comme la [Russie](#), la [Chine](#), les [États-Unis](#) ou [Israël](#) créent des « fermes à bots », gèrent des milliers de [faux comptes](#), déploient des [sites d'information clonés](#) et inondent les populations de publicités et de publications micro-ciblées.

La production de contenus destinés aux opérations d'influence est devenue beaucoup plus facile grâce aux outils d'IA générative capables de produire des deepfakes à grande échelle. Par exemple, des partis d'extrême droite en France, dont le Rassemblement national, Reconquête et Les Patriotes, ont utilisé des images générées par l'IA comme élément central de leur stratégie de campagne lors des [élections de 2024](#).

L'inaction de la part des plateformes ne repose pas sur l'ignorance : il s'agit de décisions délibérées, soigneusement calibrées et motivées par le profit. Plus les individus se sentent en colère et indignés, plus ils passent de temps sur les plateformes, ce qui permet aux Big Tech de vendre davantage d'espaces publicitaires et d'augmenter leurs bénéfices.

Cette logique du profit « à tout prix » pousse les plateformes à ignorer ces préjudices. Une enquête récente de Reuters a révélé que [Meta prévoyait](#) que 10 % de ses revenus de 2024 proviendraient de publicités que l'entreprise elle-même considérait comme frauduleuses. Aucun autre secteur ne serait autorisé à inscrire la fraude comme ligne budgétaire de cette manière. Des documents internes divulgués par des [lanceurs d'alerte](#) de Facebook montrent que les propres chercheurs de la plateforme avaient averti la direction que les algorithmes créaient des « [bulles de filtres](#) » et radicalisaient les utilisateurs, mais ces avertissements ont été relégués au second plan lorsqu'ils entraient en conflit avec les indicateurs d'engagement et de rentabilité.

Le résultat est clair : ce que nous voyons en ligne n'est pas le reflet de la société. C'est une vision déformée où les plateformes amplifient la haine, l'indignation, la colère et des récits souvent portés par l'extrême droite.

Une alliance mutuellement bénéfique entre les Big Tech et l'extrême droite

Les plateformes de réseaux sociaux et de moteurs de recherche sont de puissantes machines d'influence. Elles produisent et amplifient des contenus à une vitesse et à une échelle sans précédent, ce qui leur confère un rôle central au sein de nos démocraties et de nos économies. Une [étude universitaire récente](#) a montré que la diffusion de contenus politiques en ligne peut potentiellement modifier les opinions politiques des utilisateurs en une seule semaine.

Ces plateformes sont devenues l'outil de prédilection des mouvements d'extrême droite leur permettant de contourner les médias traditionnels, de produire plus facilement du contenu et de bénéficier de l'amplification de leurs récits par les algorithmes. Le rapide succès du dirigeant du Rassemblement national, [Jordan Bardella](#), sur les réseaux sociaux en France en est un bon exemple.

La convergence des intérêts entre des plateformes guidées par le profit et l'extrême droite aboutit à des gains concrets pour les forces autoritaires et suprémacistes. Des études empiriques montrent que l'amplification sur les réseaux sociaux est [corrélée](#) au succès électoral des partis de droite en Europe. Par exemple, les réseaux sociaux ont [joué](#) un rôle crucial dans la victoire du Rassemblement National lors des élections européennes de 2024. En Roumanie, l'ultranationaliste Călin Georgescu a remporté le premier tour de l'élection présidentielle, après que les systèmes de recommandation de TikTok aient [fortement favorisé](#) son compte.

L'alliance entre les Big Tech et l'extrême droite se manifeste également au Parlement européen. Des recherches récentes montrent que, durant la législature actuelle, Meta a déjà rencontré [à 38 reprises](#) des députés européens d'extrême droite, soit une augmentation marquée par rapport à la mandature précédente. Google suit la même tendance, avec la participation du responsable des affaires publiques de Google France à un [dîner](#) organisé par six eurodéputés français du Rassemblement National.

Le fonctionnement des plateformes de réseaux sociaux se traduit aussi par des violences hors ligne, motivées par la haine et dirigées contre les migrants. Au Royaume-Uni en 2024, à la suite du meurtre d'enfants à Southport, l'algorithme de X a amplifié la haine et la désinformation à une échelle massive, [jetant de l'huile sur le feu de la xénophobie](#) et alimentant des émeutes racistes.

Nombre des mêmes multinationales et investisseurs de la tech sont également des développeurs de technologies répressives. Des sociétés américaines comme Palantir et [Clearview AI](#) conçoivent des systèmes de surveillance de masse de plus en plus sophistiqués, fondés sur l'IA, afin de collecter un maximum de données sur les citoyens, suivre chacun de leurs mouvements et envahir leur vie privée.

De la police prédictive à la [vidéosurveillance algorithmique](#), en passant par les technologies biométriques, y compris la reconnaissance faciale et la détection des émotions, ces outils aggravent les discriminations de façon systémique et sont souvent [utilisés par les forces de l'ordre](#) contre des communautés marginalisées, en particulier les populations migrantes.

Ces outils technologiques de surveillance de masse et biométriques sont recherchés tant par des dirigeants autoritaires que par des responsables élus démocratiquement, afin de réduire l'espace civique et de consolider leur pouvoir.

La convergence entre le technofascisme et les idéologies d'extrême droite

Certains PDG de la tech et investisseurs vedettes du capital-risque ne se contentent pas de rechercher le profit : ils poursuivent aussi un projet profondément idéologique visant à imposer des visions libertaires, racistes et autoritaires qui appellent [à la fin de la démocratie libérale](#) et à la création d'un avenir alternatif où les États-nations seraient remplacés par des [start-ups](#). Ces idéologies se sont développées dans la Silicon Valley depuis les années 1990 et sont de plus en plus [qualifiées](#) de « technofascisme ».

Beaucoup de ces [idéologies](#) ont leurs racines dans une vision moderne de l'eugénisme. Leurs objectifs semblent anodins - « sauver l'humanité » - mais ce faisant par l'IA et voire même par la reproduction d'êtres humains « améliorés ». En pratique, nombre de leurs partisans promeuvent des politiques natalistes favorisant les hommes blancs et éduqués, tout en excluant les femmes, les personnes racisées, les personnes non binaires et les personnes en situation de handicap. Des dérives qui ont conduit à la [fermeture](#) de l'un des principaux centres de recherche de l'université d'Oxford lié à ce mouvement. Cette idéologie, soutenue par des financements massifs issus de la Big Tech, progresse également de manière importante dans le monde de la philanthropie.

Ces mouvements s'alignent de plus en plus - et de manière très visible - avec l'extrême droite, en prônant la domination raciale et ethnique, la hiérarchie, le contrôle et le pouvoir des élites économiques. Parmi les PDG et investisseurs liés à ces mouvements figurent Elon Musk, Peter Thiel (fondateur de Palantir), Sam Altman (OpenAI) et Marc Andreessen (Andreessen Horowitz, une société de capital-risque).

Certains de ces PDG utilisent leurs entreprises et leur fortune pour promouvoir des idées d'extrême droite en Europe. Elon Musk a utilisé X pour soutenir ouvertement le parti [Alternative für Deutschland](#) (AfD) en Allemagne avant les élections fédérales de 2025. Il a également [exprimé son soutien](#) à l'activiste britannique d'extrême droite Tommy Robinson et au candidat roumain d'extrême droite à la présidentielle, [Călin Georgescu](#). Le milliardaire américain de la tech Robert Shillman a lui aussi [financé](#) Tommy Robinson au Royaume-Uni, ainsi que le [dirigeant néerlandais d'extrême droite](#) Geert Wilders.

L'alliance dangereuse entre Donald Trump et les Big Tech

Le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche a scellé l'alliance entre les intérêts des Big Tech et les mouvements d'extrême droite à l'échelle mondiale.

Les dirigeants des mouvements dits technofascistes de la Silicon Valley ont acquis une influence considérable sous l'administration Trump. Elon Musk a été nommé à la tête d'un prétendu « Département de l'efficacité gouvernementale » (DOGE), que des journalistes ont qualifié de [coup d'État numérique](#), et Peter Thiel a placé des dizaines de ses [protégés](#) aux plus hauts échelons de l'administration Trump, notamment le vice-président américain JD Vance.

Larry Ellison (ardent soutien de Trump et de Netanyahu, cofondateur d'Oracle, et troisième fortune mondiale) a vu l'influence de sa famille s'étendre bien au-delà d'Oracle : la société de son fils, Skydance, a pris le contrôle de [Paramount](#). Parallèlement, Oracle est sur le point de devenir actionnaire minoritaire des [opérations américaines de TikTok](#), et sa fondation finance également massivement le très influent [Tony Blair Institute](#).

Les PDG de Meta/Facebook (Mark Zuckerberg), X/Twitter (Elon Musk), Amazon (Jeff Bezos), Google (Sundar Pichai), Apple (Tim Cook), Microsoft (Satya Nadella) et Oracle (Larry Ellison) se sont tous alignés à Trump de façon publique, faisant des dons de plusieurs millions pour son investiture et ajustant leurs décisions d'entreprise pour [le satisfaire](#). Cela inclut la fin par Meta du « fact-checking » et de tous les programmes DEI (diversité, équité et inclusion), la nomination d'alliés de Trump à la [présidence de Meta](#), ainsi que des modifications des conditions d'utilisation des plateformes, entraînant une [augmentation des contenus haineux](#) et discriminatoires.

En retour, les PDG de la Big Tech obtiennent de nombreux avantages. En effet, la protection contre toute forme de contrôle et de régulation, ainsi que la promotion de leurs intérêts dans le monde entier, constituent désormais un pilier central et agressif de la [politique étrangère de Trump](#).

L'Europe a passé les dix dernières années à réguler l'espace numérique. Elle a été à l'avant-garde de la protection des données et de la vie privée (RGPD), de l'obligation pour les réseaux sociaux de gouverner leurs systèmes avec davantage de responsabilité (DSA – Digital Services Act), de la définition de nouvelles règles pour faire face à une concentration de pouvoir sans précédent dans les secteurs technologiques (DMA – Digital Markets Act), ou encore de la mise en place d'un premier cadre fondé sur les risques pour les produits et services d'IA. L'engagement de la société civile dans l'adoption et l'application de ces lois avait été appuyé par la philanthropie.

Mais ces lois et leur application font désormais face à une réaction hostile des États-Unis. Pour la première fois dans l'histoire, le vice-président des États-Unis a menacé d'un [retrait américain de l'OTAN](#) si l'UE tentait de réguler X, et a exigé l'abrogation de la [réglementation technologique](#) européenne. Le président Trump a renchéri avec des menaces tarifaires à l'encontre de l'UE et a récemment adopté des sanctions de visas à [l'encontre de Thierry Breton](#) (ancien commissaire européen) et cinq autres dirigeants de la société civile. L'année 2025 a clairement montré que la stratégie de Trump consiste à intimider l'UE afin qu'elle renonce à réguler les entreprises et les marchés technologiques.

Empêcher la montée de l'extrême droite nécessite de limiter le pouvoir de la Big Tech

L'alliance entre les Big Tech et l'extrême droite est devenue sans doute la plus grande menace pour la démocratie à l'échelle mondiale.

Les prochaines années seront décisives. Préserver l'État de droit, construire des sociétés ouvertes, justes et équitables, et empêcher la montée de l'extrême droite en Europe exigent tous de contrer et de maîtriser le pouvoir des Big Tech. Cette lutte nécessite de larges coalitions, des investissements importants et une collaboration intelligente et rapide entre différents secteurs, groupes d'acteurs et géographies. Les enjeux sont critiques, il est nécessaire de redoubler d'efforts pour coopérer et suivre les pistes exposées ci-dessous.

Celles-ci incluent nécessairement :

- **Mettre à jour** l'alliance entre la Big Tech et l'extrême droite et les risques que cela représente pour les démocraties en Europe, en soutenant des médias d'investigation indépendants, des documentaristes ou des chercheurs telles que [Lighthouse Reports](#) et [Corporate Europe Observatory](#).
- **Plaider** pour le découplage de nos services publics et de notre économie des infrastructures et services de la Big Tech, et affirmer la validité du cadre numérique

de l'UE et du Royaume-Uni par une application rigoureuse, en soutenant des organisations d'intérêt public comme [l'Irish Council for Civil Liberties](#), le [Center for Democracy and Technology](#) ou [ARTICLE19](#).

- **Remplacer les récits** qui alimentent l'extrême droite et la domination de la Big Tech, en proposant de nouveaux récits dans le débat public, en contrant efficacement ces discours dans nos espaces culturels et de divertissement, et en soutenant la production de fictions, de littérature ou de podcasts tels que le documentaire [Molly v. The Machines](#) ou le collectif [The Citizens](#).
- **Transformer** la structure et le fonctionnement des marchés en soutenant activement des organisations qui œuvrent à affaiblir l'emprise de la Big Tech sur ces marchés, comme the [Open Markets Institute](#) et [Digital Merger Watch](#), tout en encourageant simultanément le développement d'infrastructures et de produits technologiques alternatifs tels que Signal, Framasoft ou [Eurosky](#).
- **Construire de larges coalitions** en formant des alliances larges à la fois contre l'extrême droite et contre la domination de la Big Tech, incluant à la fois des associations de terrain, des ONG spécialisées ou des innovateurs, comme cela se fait déjà en Irlande avec le [Hope and Courage Collective](#) et en France avec [Vox Public](#).
- **Porter des actions devant les tribunaux** en engageant des contentieux stratégiques pour protéger l'État de droit et les droits fondamentaux en Europe face aux attaques de l'extrême droite et aux modèles économiques agressifs de la Big Tech, comme l'a fait [Bits of Freedom](#) aux Pays-Bas en demandant à la justice d'obliger Meta à proposer des fils d'actualité sans amplification algorithmique, ou [l'enquête pénale](#) ouverte en France contre l'algorithme de X.

Cette bataille définira l'avenir de nos sociétés. L'extrême droite progresse et les enjeux sont considérables. S'attaquer au pouvoir de la Big Tech pour stopper l'extrême droite constitue le levier dont l'Europe a besoin pour protéger la démocratie et l'État de droit, et promouvoir l'égalité et les droits humains.



Si vous souhaitez collaborer et élaborer des stratégies communes, veuillez contacter Elise Tillet-Dagousset à l'adresse suivante : etillet@luminategroup.com.